

# LE DEVOIR

VOL. XC - N° 222

LE VENDREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE 1999

87c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

LE MONDE

**LE CINQUANTAIRE DE LA RÉVOLUTION CHINOISE: LE PEUPLE N'EST PAS INVITÉ**  
PAGE A 5



PLAISIRS

**L'AUTOMNE MONTRELAIS RIME AVEC LES BLUES**  
PAGE B 1



ACTUALITÉS

**AU TOUR DU PATRONAT DE S'OPPOSER AU PROJET REDPATH**  
PAGE A 2



TELEVISION NIPPONE ET AGENCE FRANCE-PRESSE

**AU JAPON, UN ACCIDENT NUCLÉAIRE**, le plus grave à s'être jamais produit dans ce pays, a eu lieu hier dans une usine de retraitement de combustible nucléaire irradié située à une centaine de kilomètres au nord de Tokyo: plus de cinquante personnes ont été exposées aux radiations; deux ouvriers, dépêchés à l'hôpital, sont dans un état critique. Quelque 300 000 personnes habitant la région ont reçu l'ordre de rester chez elles. D'autres ont été évacuées vers une salle municipale pour y subir des tests. Les niveaux de radiation enregistrés étaient 15 000 fois supérieurs à la normale. Lire nos informations en page A 5.

PERSPECTIVES

## Laborieuse mobilisation

On commence à entrevoir la possibilité que le gouvernement Bouchard réussisse à bien se sortir du bras de fer annoncé avec les syndicats du secteur public. Cette condition de gagnant ne procède pas tant de la force de l'argumentaire patronal que des faiblesses du front commun syndical. Plusieurs facteurs peuvent expliquer la difficile mobilisation de 1999.

Après dix ans d'attente, les demandes des 400 000 employés de l'État en vue du renouvellement de leur contrat de travail s'avèrent importantes et souvent justifiées face à un gouvernement qui a additionné les réformes et soustrait les ressources financières depuis 1994. Le premier ministre Bouchard l'a reconnu avant la tenue des dernières élections même si, depuis, il a soigneusement fermé la porte à double tour sur la marge de manœuvre gouvernementale.



Mario Cloutier

Curieusement, cette inflexibilité et le capital de sympathie de la population à l'égard des infirmières, par exemple, n'ont pas réussi à assurer le front commun d'un certain élan, ce qui lui fait tant défaut à l'heure actuelle. Évidemment, les syndicats du secteur public ne profitent pas de la faveur populaire au même titre que les employés du réseau de la santé, comme le souligne l'enquête Sondagem présentée aujourd'hui en nos pages. Et même si les infirmières ont obtenu des gains cet été sur la précarité de l'emploi et la lourdeur de la tâche, leur débrayage illégal a dorénavant pris des airs de «déraison», pour reprendre le mot du président de la CSN, Marc Laviolette.

L'effet FIQ est palpable dans les rangs syndicaux, confirmant d'ailleurs les leaders des grandes centrales, mais il semble n'en ressortir qu'une impression de tergiversations estivales et d'erreurs stratégiques. Pour les syndicats du secteur public, l'été des infirmières n'est rien d'autre qu'un mauvais souvenir. Pourtant, des dossiers se sont réglés en quelques semaines et d'autres pas importants ont été franchis, faisant en sorte que la FIQ évoque maintenant la possibilité d'un règlement

VOIR PAGE A 10: FRONT

MÉTÉO

Montréal Nuageux avec éclaircies. Max: 17 Min: 7  
Québec Ciel variable. Max: 14 Min: 6

INDEX

- Annonces ..... B 7
- Avis publics..... B 6
- Bourse..... A 7
- Culture..... B 8
- Économie..... A 6
- Éditorial..... A 8
- Le monde..... A 5
- Plaisirs..... B 1
- Les sports..... B 7
- Mots croisés... B 7
- Télévision..... B 8
- Tourisme..... B 4

www.ledevoir.com

## Les Québécois appuient l'offre de 5 % de Bouchard

Ils estiment que seuls les employés de la santé méritent davantage

PIERRE O'NEILL  
LE DEVOIR

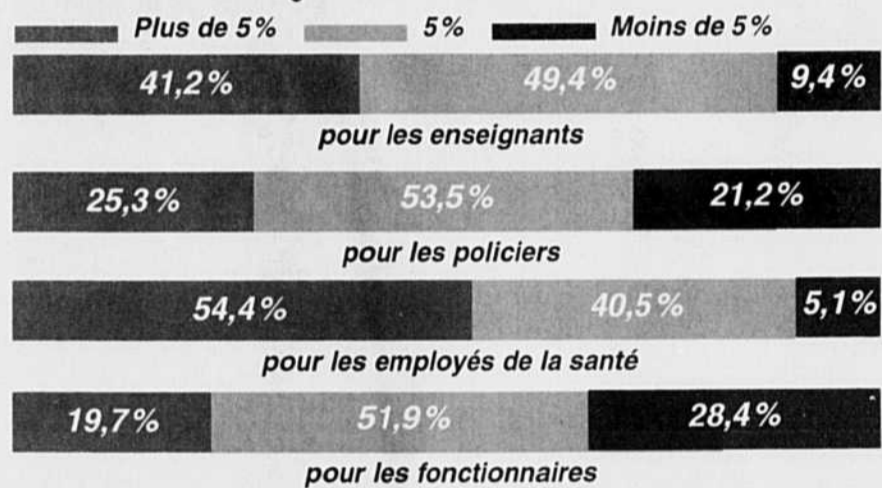
Malgré les 26 jours de grève illégale de l'été dernier, les Québécois témoignent à l'égard des infirmières d'une affection qui n'a rien perdu de sa ferveur. Contrairement à leurs collègues syndiqués du secteur public, elles conservent la cote de la sympathie populaire.

Selon une enquête d'opinion réalisée par la firme Sondagem pour le compte du Devoir et de CKAC, les Québécois considèrent que les offres salariales du gouvernement sont suffisantes, sauf en ce qui regarde des employés du secteur de la santé. La majorité (54 %) estime que l'offre de 5 % d'augmentation salariale sur trois ans est équitable pour l'ensemble des syndiqués, 39,3 % trouvent que ce n'est pas assez et 6,7 % sont d'avis que c'est trop.

Effectué entre le 25 et le 29 septembre auprès de 1011 personnes, ce sondage démontre que le sentiment populaire varie sensiblement quant au mérite des différentes catégories d'employés du secteur public. Cette période de cinq jours a été notamment marquée par la dissidence publique de l'Alliance des professeurs de

ENQUÊTE SONDAGEM-LE DEVOIR-CKAC

Estimez-vous que le gouvernement devrait accorder plus de 5 %, 5 % ou moins de 5 % d'augmentation salariale?



Montréal et par la manifestation des policiers de la SQ au conseil national du PQ. «Estimez-vous que le gouvernement devrait accorder plus que 5 %, 5 %, ou moins

de 5 % d'augmentation salariale?» Cette question a permis aux sondeurs de déga-

VOIR PAGE A 10: SONDAGE

## Le Nobel de littérature à Günter Grass

SUSANNA LOOF  
ASSOCIATED PRESS

Stockholm — Günter Grass, le plus célèbre écrivain de la génération d'après-guerre en Allemagne, s'est vu décerner hier le prix Nobel de littérature 1999. L'Académie suédoise a récompensé l'auteur du *Tambour*, âgé de 71 ans, «pour avoir dépeint le visage oublié de l'histoire dans des fables d'une gaieté noire».



Candidat depuis 20 ans.

Günter Grass, tout sourire, s'est dit «heureux» à l'annonce de son prix, depuis son domicile de Behlendorf, dans le nord de l'Allemagne. «J'ai été constamment candidat pendant 20 ans. Cela m'a permis de rester jeune, a-t-il dit dans un entretien accordé à une radio allemande. Maintenant, la vieillesse commence irrévocablement.»

Le chancelier Gerhard Schröder a salué le premier Nobel de littérature allemand depuis Heinrich Böll en 1972, le qualifiant de «critique compétent de la société». «Tous les Allemands se réjouissent avec lui.»

VOIR PAGE A 10: GÜNTER

## Journalisme de crise

17 octobre 1970, environ 22h. Ils ont trouvé la voiture à l'endroit exact où le communiqué du Front de libération du Québec indiquait qu'elle serait garée. La veille, Ottawa a proclamé la Loi des mesures de guerre. Des centaines de personnes ont été arrêtées durant la nuit, Montréal s'est réveillée avec l'armée dans ses rues. Le journaliste et le photographe savent déjà trop bien ce qu'on trouvera dans le coffre de l'auto.

Sixième d'une série de huit textes

ÉRIC DESROSIERS  
LE DEVOIR

Le photographe de *La Presse*, Robert Nadon, 27 ans, est en train de développer des films au moment où il reçoit, ce soir-là, l'appel du journaliste de CKAC, Michel St-Louis. «Je leur avais rendu service la semaine d'avant», explique Robert Nadon. Ils m'en devaient une. Michel St-Louis, 23 ans, lui révèle qu'il vient de trouver la voiture qui a servi à l'enlèvement de Pierre Laporte et que le corps du ministre se trouve probablement dans le coffre de l'auto. Il

ajoute que le photographe a tout juste le temps de le rejoindre aux abords de la base militaire de Saint-Hubert avant qu'il n'avertisse la police.

L'enlèvement de Pierre Laporte s'était produit sept jours plus tôt devant sa résidence de Saint-Lambert. Les ravisseurs ont dû s'y prendre par trois fois pour convaincre Michel St-Louis du sérieux de leur annonce: «l'exécution» de leur otage. Servant d'intermédiaire entre le FLQ et les autorités depuis le début de l'affaire, la station CKAC «recevait des centaines d'appels à la station tous les jours», explique-t-il, les trois quarts complètement farfelus. Au deuxième appel de la cellule Chénier du FLQ, Michel St-Louis demande à son



ROBERT NADON

Le ministre Pierre Laporte avait été enlevé une semaine plus tôt. À l'arrivée du photographe Robert Nadon, on s'empresse de prendre quelques photos et on cache les films au fond de bottes dans la voiture du journaliste Michel St-Louis.

interlocuteur anonyme de rédiger un communiqué et de le rappeler pour lui indiquer l'endroit où il l'aura caché. Le troisième appel l'envoie chercher le communiqué demandé sous une pile de livres dans un hall de la Place des Arts.

Accompagné d'un collègue et d'une recherchiste de l'ONF, Michel St-Louis se rend ensuite sur un terrain clôturé qui sert de stationnement à la compagnie Wondel

VOIR PAGE A 10: CHEVROLET

# Qui?

êtes-vous

# Dès demain!

Tous les jours,  
du 2 au 9 octobre

Une série de reportages sur les aspirations et les espoirs des Québécois

LE DEVOIR

## LE MONDE

Plus de cinquante personnes ont été exposées aux radiations

## Accident nucléaire dans une usine japonaise

Les niveaux de radiation enregistrés à deux kilomètres de l'usine nucléaire étaient 15 000 fois supérieurs à la normale

REUTERS ET ASSOCIATED PRESS

Tokyo — Un accident nucléaire, le plus grave à s'être jamais produit au Japon, a eu lieu hier dans une usine de retraitement de combustibles nucléaires irradiés située à une centaine de kilomètres au nord de Tokyo: deux ouvriers étaient dans un état critique à la suite d'une fuite de substances radioactives, qui a provoqué l'évacuation de 150 personnes alors qu'au moins 55 personnes ont été exposées aux radiations.

Un porte-parole du gouvernement, Hironu Nonaka, a qualifié l'accident de «sans précédent». Les autorités ont donné l'ordre aux 310 000 personnes habitant dans un rayon de dix kilomètres autour de l'usine de Tokaimura, à 110 kilomètres au nord-est de Tokyo, de rester chez elles.

Par ailleurs, 150 personnes habitant dans un rayon de 350 mètres autour de l'usine ont été évacuées vers une salle municipale. Des avertissements ont été diffusés par haut-parleur à l'ensemble des habitants de Tokaimura, une ville de 33 000 habitants. Les écoles de la région devaient rester fermées et les liaisons ferroviaires ont été interrompues.

Les niveaux de radiation enregistrés à deux kilomètres de l'usine nucléaire étaient 15 000 fois supérieurs à la normale, a rapporté hier un responsable de la préfecture d'Ibaraki. «Hier, tard dans la nuit, le niveau de radiation enregistré à deux kilomètres du site était de 3,1 millisievert de neutrons par heure, soit 15 000 fois le niveau normal», a-t-il déclaré.

Ce responsable a ajouté que la radiation était encore trop élevée pour permettre aux spécialistes de la sécurité d'approcher l'usine de traitement d'uranium. Une équipe spécialisée des forces japonaises d'autodéfense a été envoyée sur les lieux mais elle ne dispose pas des compétences nécessaires pour faire face à un tel accident, ont déclaré les autorités japonaises.

Plus de cinquante personnes ont été exposées aux radiations sur le site de Tokaimura, à 140 kilomètres au nord-est de Tokyo, à la suite de l'accident.



Un des ouvriers irradiés est transporté à l'hôpital.

## Réaction tardive

Dans la soirée, le premier ministre Keizo Obuchi a reconnu que le gouvernement avait tardé à réagir face à cet accident, rapportait l'agence de presse Kyodo News.

Le gouvernement a nommé une commission d'enquête et des spécialistes ont été envoyés sur place pour contrôler l'évolution de la radioactivité. «Ce n'est pas un tort de penser qu'une fission nucléaire est en cours», a reconnu Masahiro Mizuno, responsable de la préfecture d'Ibaraki. Une équipe a commencé à retirer l'eau du circuit de refroidissement de l'usine pour prévenir la poursuite de cette réaction. Le gouvernement a annoncé ce matin que la réaction en chaîne avait été arrêtée.

La fission nucléaire se produit

quand des neutrons frappent des atomes d'uranium, provoquant l'éclatement de l'atome et dégageant une masse importante d'énergie, à la base du principe de la bombe atomique. L'eau stimule l'activité des neutrons, favorisant la réaction nucléaire. Trois ouvriers ont été hospitalisés et la vie de deux d'entre eux était menacée. Ils ont reçu une dose de radiation 4000 fois supérieure à la dose admise pendant une année pour un citoyen ordinaire, a annoncé le centre spécialisé dans le traitement des victimes des radiations où ils ont été admis.

Hisashi Ouchi, 35 ans, et son collègue Masato Shinohara, 39 ans, étaient en état de choc, ils avaient la diarrhée, de la fièvre, une numération importante de globules blancs dans le sang et la peau rougie. En revanche,

un troisième collègue moins gravement atteint, Yutaka Yokokawa, 54 ans, était capable de marcher.

Un total de 34 autres ouvriers devaient être examinés pour vérifier qu'ils n'avaient pas été irradiés. Par ailleurs, cinq résidents ont été également exposés à des radiations mais ont tous pu rentrer chez eux, selon un responsable local qui s'exprimait sous le couvert de l'anonymat.

Les ouvriers ont accidentellement déclenché une réaction nucléaire alors qu'ils transformaient l'uranium en combustible pour les centrales nucléaires, a expliqué Makoto Ujihara, directeur de la société JCO. Ils ont versé une quantité excessive d'uranium dans un réservoir qui contenait de l'acide nitrique. Les trois ouvriers ont affirmé avoir vu un éclair bleu avant de se sentir mal.

«Les combats sont déjà en cours»

## Les troupes russes entrent en Tchétchénie

Elles contrôlent les hauteurs près de la frontière

AGENCE FRANCE-PRESSE ET ASSOCIATED PRESS

Les troupes russes sont entrées sur le territoire tchétchène, a annoncé hier le premier ministre Vladimir Poutine. Elles ont pris le contrôle de montagnes situées à l'intérieur de la république séparatiste du Nord-Caucase, tout près de la frontière avec la Russie.

Selon des responsables tchétchènes cités par l'agence Interfax, les troupes russes ont avancé jusqu'à dix kilomètres à l'intérieur de leur territoire avant de se retirer de cinq kilomètres.

«Les combats en Tchétchénie sont déjà en cours», a déclaré Vladimir Poutine à Saint-Petersbourg.

Les soldats russes «sont entrés dans ce territoire à plusieurs reprises, ont pris des hauteurs, les ont abandonnées et ainsi de suite», a expliqué le chef du gouvernement russe. «Les soldats choisiront ensuite les positions qui seront les plus avantageuses d'un point de vue militaire.»

Les responsables russes restent

vagues sur les mouvements de troupes en cours. On ignore combien de militaires sont entrés en Tchétchénie, mais il ne s'agirait pas d'une invasion à grande échelle.

«Ils sont en train de s'emparer de hauteurs et de points stratégiques», a déclaré le président de la commission de la Défense de la Douma, Roman Popkovich, cité par l'agence Interfax.

A Grozny, le ministre tchétchène de la Défense, Magomed Khambiev, a averti qu'une offensive terrestre russe déclencherait une contre-attaque tchétchène. En cas d'invasion de la Tchétchénie, «des combats commenceront sur le territoire russe», a-t-il déclaré.

La majorité des personnes fuyant les bombardements a gagné la république russe d'Ingouchie, où s'étaient installés 80 000 personnes déplacées hier soir, selon les autorités locales.

Les autorités tchétchènes indépendantes estiment à 500 le nombre de personnes tuées par les bombardements russes depuis le début des frappes, le 5 septembre.

Les manifestations anti-Milosevic se poursuivent

## La police intervient de nouveau

L'opposition se réunit pour adopter une stratégie commune

AGENCE FRANCE-PRESSE ET ASSOCIATED PRESS

Belgrade — Plusieurs centaines de policiers anti-émeutes ont repoussé hier plus de 30 000 manifestants anti-Milosevic qui tentaient de gagner la partie neuve de Belgrade, au lendemain d'une manifestation dont la dispersion violente par la police avait fait 50 blessés, dont cinq policiers.

Armés de matraques et de boucliers, les policiers ont empêché les protestataires de franchir le pont séparant les deux parties de la ville.

Les manifestants s'étaient rassemblés à l'appel de l'Alliance pour des changements (SZP), une coalition dominée par le Parti démocratique (DS) de Zoran Djindjic, qui a appelé les citoyens en Serbie à manifester chaque jour jusqu'à la démission de M. Milosevic et de son régime.

Mercredi, des centaines de policiers anti-émeutes avaient fait usage de matraques pour disperser plus de 20 000 protestataires qui tentaient de marcher sur la résidence du président Milosevic, dans le quartier résidentiel de Dedinje.

## L'opposition se réunit

Par ailleurs, les dirigeants de l'opposition se sont rencontrés hier pour résoudre leurs différends sur la stra-

tégie à suivre pour obtenir le départ du président yougoslave.

L'Alliance pour le changement de Zoran Djindjic et le Mouvement serbe du renouveau de Vuk Draskovic ont exprimé leur optimisme sur le résultat de ces discussions.

Jusqu'à présent, Slobodan Milosevic a tiré parti des divisions de l'opposition pour se maintenir au pouvoir. L'ancien vice-premier ministre yougoslave Vuk Draskovic refuse de s'associer aux manifestations de masse lancées par l'Alliance pour le changement, estimant qu'elles vont déclencher une guerre civile.

La réunion d'hier était destinée à négocier un accord sur les conditions minimales de participation des deux partis à des élections anticipées.

Craignant des fraudes, l'Alliance pour le changement refuse de participer à un scrutin organisé par Milosevic. De son côté, Vuk Draskovic est prêt à se présenter à des élections, à condition qu'elles soient «libres et honnêtes».

«La première condition pour des élections libres, ce sont deux millions de personnes dans les rues, et pas les lois électorales», a déclaré Djindjic avant le début de la réunion. «Avec un dictateur au pouvoir, nous ne pouvons atteindre nos objectifs par des négociations. Nous devons mettre la pression.»

Le cinquantenaire de la Chine populaire

## Des fêtes auxquelles le peuple n'est pas convié

Une véritable paranoïa s'est emparée du centre de Pékin

Perturbant toute l'activité économique de la capitale, les autorités ont multiplié les mesures de sécurité à la veille du défilé militaire d'aujourd'hui, 1<sup>er</sup> octobre, commémorant l'instauration du régime communiste en Chine. Le vieux Pékin a été transformé à la hâte: boulevards scintillants, mais froids. Le peuple n'est pas invité à descendre dans la rue.

FRÉDÉRIC BOBIN LE MONDE

Pékin — Le régime communiste chinois n'aime pas les rassemblements populaires, y compris ceux voués à célébrer sa propre gloire. C'est sous le signe de ce paradoxe que vont se dérouler, aujourd'hui, les cérémonies du cinquantenaire de la République populaire de Chine — manifestation aussi grandiose que guindée, dépourvue de toute spontanéité et orchestrée dans un climat d'extrême nervosité policière.

Le peuple de Chine ne pourra pas descendre dans la rue pour fêter l'événement. Il devra se contenter de regarder à la télévision défilé militaire, parades civiles et chorégraphies géantes qui exalteront le bilan d'un demi-siècle du parti au pouvoir [...]. Les 400 000 personnes autorisées à assister aux différents spectacles font partie d'une élite privilégiée, triée sur le volet.

Le régime n'a voulu prendre aucun risque. Selon certaines rumeurs, il craignait un coup d'éclat des activistes séparatistes ouïgours à cette occasion. Depuis plusieurs semaines, un coup de balai d'un ampleur sans précédent s'est abattu sur Pékin pour en nettoyer les éléments indésirables. Des centaines de milliers de provinciaux, résidant d'ordinaire dans la capitale mais dont les papiers ne sont pas en règle, ont été expulsés, et un bon nombre détenus. Certains Chinois venus simplement rendre visite à leurs familles n'osent plus sortir, de peur d'être interpellés. Le déploiement d'un tel dispositif policier a perturbé l'économie de la capitale, qui vit pour une bonne part du

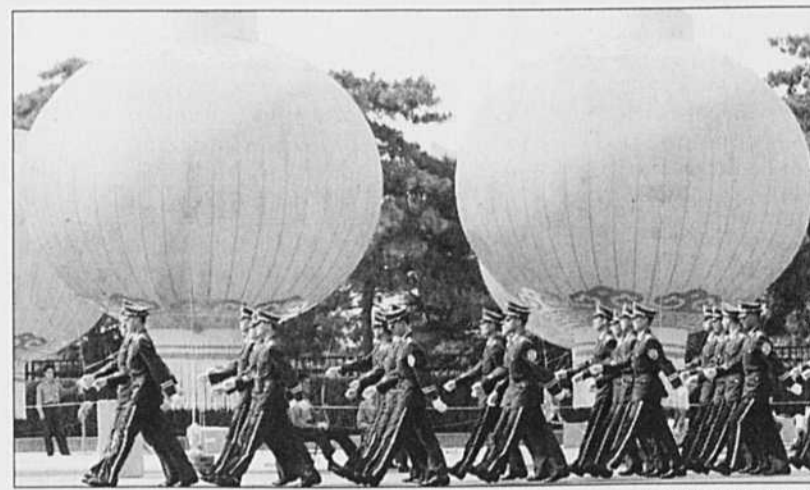
beur des travailleurs migrants, d'autant qu'une bonne partie des camions venant de province approvisionner les magasins ne peuvent plus entrer dans la capitale.

Cette paranoïa est à son comble dans le cœur de Pékin, notamment le long de l'avenue de Chang'an, qui sera le théâtre du premier défilé militaire depuis 1984. Tous les immeubles bordant l'artère seront inaccessibles. Les bureaux devront être fermés durant 36 heures et la municipalité y coupera l'électricité. Une compagnie étrangère spécialisée dans les rapatriements sanitaires a dû négocier pied à pied son maintien en activité: elle l'a obtenu mais s'est vu imposer la présence de deux policiers. Les hôtels sur Chang'an sont soumis au même régime.

Les autorités espèrent que ces désagréments seront tempérés aux yeux de la population par la meilleure qualité de l'air — 25 grosses usines ont été fermées pour la circonstance — et la grande toilette architecturale dont la capitale a été l'objet. Des quartiers entiers sont devenus méconnaissables en quelques semaines. L'avenue de Chang'an s'est ainsi métamorphosée en boulevard de miroirs scintillant de mille reflets tandis que la rue Wangfujing est devenue une spacieuse allée piétonne, bordée de massifs complexes commerciaux. La foule se presse pour découvrir ces Champs-Élysées de la capitale, aussi clinquants que froids et impersonnels, bâtis sur les ruines de quartiers populaires qui faisaient le charme du vieux Pékin.

## Culte de Jiang Zemin

Officiellement, le coté des célébra-



Des policiers défilent devant des lanternes décoratives sur la place Tiananmen.

tions s'élève à 36 millions de dollars mais, de sources officieuses, il pourrait atteindre les six milliards, un chiffre qui fait grincer des dents à l'heure où l'insécurité économique frappe un nombre croissant de Chinois. Afin de désamorcer toute mauvaise humeur, le gouvernement a annoncé une hausse de près de 30 % des retraites et des salaires pour les fonctionnaires et les entreprises publiques. Au delà de l'anniversaire d'un demi-siècle de communisme au pouvoir, les célébrations seront surtout centrées sur la personne de Jiang Zemin, le numéro un du régime. Apparatchik pâlot quand il a été mis sur orbite par feu Deng Xiaoping, M. Jiang a pris beaucoup d'assurance depuis un an, jusqu'à affecter aujourd'hui des airs de guide suprême de la Chine émergente. Le *Quotidien du peuple* publie de temps en temps des poèmes, calligraphiés dans une symbolique du culte de la personnalité qui trahit la velléité de l'intéressé de marcher dans les pas de Mao.

Mais la mine souriante de M. Jiang ne pourra occulter la dure réalité des querelles de factions au sommet de l'appareil, dont est actuellement victi-

me le premier ministre Zhu Rongji, politiquement très diminué depuis la guerre du Kosovo car identifié aux yeux des conservateurs à une politique trop conciliante à l'égard des Américains. Des tensions au sein de la direction sont également perceptibles autour de la place réservée à l'Armée populaire de libération: Jiang Zemin, qui n'a pas de passé militaire, s'emploie à tenir à distance les généraux, mais ces derniers cherchent à regagner un terrain perdu à la faveur de la crise avec Taiwan.

La mise en scène autour de Jiang Zemin a atteint un sommet il y a quelques jours, à Shanghai, où se tenait un forum du magazine *Fortune* censé illustrer la consécration de la Chine par le capitalisme multinational. Après les dîners de gala, l'épisode s'est achevé sur un couac qui donnera à réfléchir sur le degré d'«ouverture» de la Chine: l'édition spéciale du magazine *Time* consacrée au cinquantenaire a été interdite de diffusion sur le sol chinois. *Time* est la propriété de Time Warner, l'organisateur même du forum de Shanghai. *Newsweek* et *Asiaweek* ont tout autant été interdits. CQFD?

EN BREF

## Timor: Robinson est mandatée

(AFP) — Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a chargé le haut-commissaire aux droits de l'homme, Mary Robinson, de constituer la commission d'enquête sur les exactions au Timor oriental. Il lui a demandé de rendre son rapport d'ici au 31 décembre de cette année. Jakarta a rejeté la commission mais l'ONU a affirmé vouloir néanmoins mener à bien l'enquête sur les graves exactions commises par les milices et l'armée indonésienne au Timor oriental.

## Washington enquêtera

(AFP) — Les militaires américains vont mener une enquête sur les allégations de massacres de civils sud-coréens en 1950 qui auraient été commis par des soldats américains, a annoncé hier Louis Caldera, secrétaire adjoint à la Défense. Il a précisé qu'il avait reçu du secrétaire américain à la Défense, William Cohen, des instructions «pour mener cette enquête aussi complètement et aussi vite que possible». Selon des informations publiées mercredi par une agence de presse américaine, des anciens combattants américains de la guerre de Corée ont affirmé que de 100 à 200 civils sud-coréens, voire des

«centaines», ont été massacrés en juillet 1950 dans un hameau du nom de No Gun Ri, au sud-est de Séoul. Les GI's, selon ces témoignages, avaient ouvert le feu contre les civils sud-coréens qui fuyaient l'avance des troupes communistes du Nord, craignant que des agents de Kim Il Sung ne se trouvent parmi eux.

## Pinochet: verdict le 8 octobre

(AP) — L'examen sur le fond de la demande espagnole d'extradition d'Augusto Pinochet s'est achevée hier au tribunal de Bow Street à Londres. Le juge Ronald Bartle rendra son verdict le 8 octobre. Dans sa plaidoirie finale, le principal avocat de Pinochet, Clive Nicholls, a expliqué que le général refusait de laisser penser qu'il avait pu aprouver les tortures, arrestations et disparitions qui lui sont attribuées. «Des choses terrifiantes ont été décrites tout au long de ces auditions, des actes de barbarie que personne ne saurait approuver», a déclaré l'avocat. Arrêté le 16 octobre dernier alors qu'il se remettait d'une opération dans un hôpital londonien, Augusto Pinochet, 83 ans, fait l'objet d'une demande d'extradition de l'Espagne, qui souhaite le juger pour torture. Les avocats britanniques agissant au nom du magistrat espagnol Baltasar Garçon ont inscrit 35 chefs d'inculpation contre l'ancien dictateur.

# LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

### FRONT *L'effet FIIQ*

SUITE DE LA PAGE 1

sans devoir recourir à nouveau au débrayage.

Aux yeux du front commun, toutefois, les infirmières n'auront clairement pas réussi à faire bouger suffisamment le gouvernement. Alors, comment y arriver? C'est ce que se demandent les enseignants et les fonctionnaires qui ne profitent pas de l'appui populaire des travailleurs de la santé. D'autres moyens de pression pourraient-ils faire avancer davantage les choses? La grève serait-elle passée de mode?, avanceront quelques autres.

L'effet FIIQ, c'est aussi un renvoi aux problèmes internes complexes qui fourmillent au sein des organisations syndicales. Notamment, on constate que toutes les centrales syndicales s'épuisent à fusionner les intérêts de plus en plus variés, voire divergents, de leurs membres. On a vu les infirmières s'entredéchirer cet été sur des questions de leadership, mais aussi sur les stratégies à prendre et même quant au contenu de certaines demandes syndicales. À la CSN, il ne serait pas surprenant d'apprendre que la course à la chefferie aura laissé des cicatrices en haut lieu. Ce passage obligé des pots à recoller, que l'on retrouve chez tous les syndicats, est accentué par des différends qui sévissent entre les centrales elles-mêmes. À titre d'exemple, le gouffre qui sépare les points de vue des syndicats sur plusieurs dossiers socioéconomique n'a cessé de se creuser au cours des ans et la cavalcade de la CEQ, l'an dernier, aura également heurté les susceptibilités entre les enseignants et leurs collègues d'autres catégories d'emploi au sein du secteur public l'an dernier.

En outre, ces intérêts multiples *intra-muros* et ces guerres séculaires entre visions syndicales opposées à l'externe sont assumés cette année par de nouveaux présidents qui, quoique possédant des expériences individuelles pertinentes, n'ont tout simplement pas eu le temps d'atteindre à la stature que les années avaient façonnée aux Gérard Larose, Lorraine Pagé et Clément Godbout. D'ailleurs, on peut questionner les départs presque simultanés de ces trois dirigeants, ayant leurs entrées au bunker, qui ont privé leurs troupes d'un atout important lors des premières véritables négociations du secteur public en dix ans. On imagine mal le premier ministre Bouchard rencontrer Monique Richard entre le sapin de Noël et la dinde du Nouvel An pour régler le dossier de l'équité salariale ou appeler Marc Laviolette afin de connaître son opinion sur une offre patronale au sujet des régimes de retraite. Malgré toute leur bonne volonté, il reste aux nouveaux chefs syndicaux à faire leur marque, à imposer leur style et leurs idées.

Et il y a peut-être plus. Depuis quelque temps, les membres du front commun, dans leurs fédérations, leurs syndicats et leurs centrales, ont entrepris, à divers niveaux, une réflexion sur l'avenir du syndicalisme québécois, son rôle et son fonctionnement. Dans le but de renouveler le discours et de dépoussiérer certains folklores, les syndicats cherchent à se redéfinir en même temps que changent le monde du travail, les relations employeurs-employés et leurs façons de négocier entre eux. Gérard Larose a été le premier, à gauche (si l'expression veut encore dire quelque chose), à suggérer que le modèle québécois pourrait être amélioré. Ce travail de fond restera incomplet s'il ne touchait pas le syndicalisme québécois et les «camarades» de demain.

EN BREF

### Il n'y aura pas de service religieux pour Jean-Louis Millette

(PC) — Aucun service religieux ne sera célébré pour le comédien Jean-Louis Millette, décédé mercredi des suites d'un arrêt cardiorespiratoire à l'âge de 64 ans. Le comédien souhaitait plutôt un événement commémoratif réunissant parents et amis, à indiqué hier sa sœur, Françoise. La cérémonie, privée, aura donc lieu dimanche à 14h au Théâtre du Nouveau monde. De nombreux comédiens, amis et artistes de la scène prendront part à cette cérémonie organisée justement un jour de relâche au théâtre. Le TNM donnera demain plus de détails sur le déroulement de cet événement. Victime d'un arrêt cardiaque mardi en fin d'après-midi, Jean-Louis Millette n'a jamais repris conscience et est décédé le lendemain après-midi.

## LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

### Comment nous joindre?

#### La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333  
Par télécopieur (514) 985-3360  
Par courrier électronique [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

#### L'agenda culturel

Au téléphone (514) 985-3346  
Par télécopieur (514) 985-3390

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

#### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les petites annonces

#### et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

#### Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 8h à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0658. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

### SONDAGE *Contre le retrait du droit de grève, mais pour les lois spéciales*

SUITE DE LA PAGE 1

ger les tendances de l'opinion publique concernant le degré de sollicitude dont le gouvernement devrait faire preuve, selon la catégorie d'employés mise en cause:

■ aux employés du secteur de la santé, 54,4 % accorderaient plus de 5 % d'augmentation; 40,5 % se limiteraient aux 5 % offerts par le gouvernement et 5,1 % leur concéderaient moins de 5 %;

■ aux enseignants, 49,4 % accorderaient 5 % d'augmentation; 41,2 % limiteraient l'augmentation aux 5 % et 9,4 % leur concéderaient moins de 5 %;

■ aux fonctionnaires, 51,9 % ne consentiraient que 5 % d'augmentation; 28,4 % leur concéderaient moins de 5 % et 19,7 % leur accorderaient plus de 5 %;

■ aux policiers, 53,5 % alloueraient 5 % d'augmentation; 25,3 % leur concéderaient plus de 5 %, alors que 21,2 % leur accorderaient moins de 5 %.

Sur la base de quels critères le gouvernement devrait-il déterminer ses offres salariales? 42,2 % des Québécois sont d'avis qu'il devrait se guider sur les salaires consentis par le secteur privé; 33,7 % pensent qu'il devrait tenir compte de l'intensité des pressions syndicales, alors que 24,1 % croient que toute sa stratégie devrait être définie sans perdre de vue l'objectif du déficit zéro.

Quand vient le moment de se prononcer sur les droits des employés de l'Etat, les Québécois projettent une impression d'incohérence. Confrontés à l'hypothèse d'une grève générale, 50,7 % se déclarent favorables et 49,3 % défavorables à ce que l'Assemblée nationale adopte une

loi spéciale pour leur imposer une nouvelle convention collective et les forcer à retourner au travail.

Mais ils s'opposent à ce que la ligne dure dérape sur la négation des droits fondamentaux: près des deux tiers (64,6 %) refusent que le gouvernement retire le droit de grève aux syndiqués du secteur public, alors que 35,4 % y sont favorables. D'ailleurs, 45 % de ceux qui plaident en faveur d'une loi spéciale sont contre le retrait du droit de grève.

Sur ce même thème des négociations avec le front commun syndical, Sondagem a posé quelques questions à l'intention de l'émission *Les Règles du jeu*, diffusée sur les ondes de Télé-Québec. Il s'en dégage l'impression que les Québécois sont plutôt fatalistes concernant ce conflit de travail. Les trois quarts (75,6 %) sont convaincus que les centrales syndicales ne parviendront pas à s'entendre avec le gouvernement. Plus encore, ils sont majoritairement (59,8 contre 40,2 %) résolus à l'idée que ni les syndicats ni le gouvernement n'ont la volonté d'éviter la grève générale fixée pour la mi-novembre.

Les négociations du secteur public colorent le climat sociopolitique, ce qui peut expliquer que les Québécois semblent moins optimistes que d'habitude. 51,3 % estiment que ça va mal présentement au Québec, alors que 48,7 % sont d'avis contraire.

Pour le vice-président de Sondagem, le sociologue Jean Noisieux, les données de ce sondage confirment l'appui de la population aux stratégies d'austérité du gouvernement. Il lui paraît évident que les Québécois sou-

haitent que le gouvernement tienne tête au front commun syndical mais sans trop se gonfler les muscles, puisqu'ils sont massivement contre le retrait du droit de grève. Somme toute, M. Noisieux constate que le sentiment populaire est en équilibre fragile dans ce conflit.

### La méthode

Ce sondage sur l'opinion qu'ont les Québécois des prochaines négociations dans le secteur public a été réalisé par Sondagem pour *Le Devoir* et CKAC.

Pour cette étude, 1011 entrevues téléphoniques ont été complétées auprès d'un échantillon représentatif de la population adulte du Québec.

Cet échantillon probabiliste stratifié non proportionnel comprenait quatre strates (île de Montréal, région métropolitaine de Montréal ainsi que les régions du sud-ouest et du nord-est du Québec). Il fut tiré aléatoirement par ordinateur des listes de numéros de téléphone résidentiels du Québec par la méthode du hasard systématique. À partir de 1602 numéros de téléphone valides, 1011 entrevues ont été complétées, permettant d'obtenir un taux de réponse de 63,1 %.

Toutes les entrevues ont été réalisées à partir de Montréal, du 25 au 29 septembre 1999. En retenant un seuil de confiance de 95 %, on estime la marge d'erreur statistique maximale d'un tel sondage à plus ou moins 3,1 % dans 19 cas sur 20.

## GÜNTER

SUITE DE LA PAGE 1

La Sud-Africaine Nadine Gordimer, Prix Nobel 1991, a évoqué pour sa part «*l'un des rares grands écrivains du siècle*».

En France, le président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale et ancien ministre de la Culture, Jack Lang, a loué un «*grand écrivain à l'imagination bouillonnante, au style novateur, à la créativité vigoureuse*».

L'Académie suédoise a vu dans son œuvre «*un dialogue avec le grand héritage culturel allemand, mené avec un amour mêlé d'extrême sévérité*». Avec son premier roman, *Le Tambour* (1959), «*ce fut comme si la littérature allemande se régénérait après des décennies de dévastation langagière et morale, a-t-elle estimé. Il n'est pas trop audacieux de présumer que Le Tambour fait partie des œuvres littéraires du XX<sup>e</sup> siècle qui passeront à la postérité*».

Cet ouvrage fait partie, avec *Chat et souris* et *Les Années de chiens*, de la trilogie de Dantzig, publiée entre 1959 et 1963, qui décrit la réaction des Allemands devant la montée du nazisme et les horreurs de la guerre, et le sentiment de culpabilité après la chute du troisième Reich.

Günter Grass est le cinquième Européen à remporter consécutivement le prix Nobel de littérature et le septième lauréat allemand. L'an dernier, c'est le Portugais José Saramago qui avait été couronné.

Grass a souvent provoqué la controverse avec ses prises de position politiques. En 1990, il s'est prononcé contre la réunification allemande et a qualifié il y a deux ans la politique de droit d'asile de l'ancien gouvernement d'Helmut Kohl de «*barbarie sous couvert de démocratie*».

Annonceur de son prix a constitué une petite entorse à la tradition, l'Académie rendant habituellement son verdict un jeudi du mois d'octobre. Cette précocité semble indiquer que le nom du lauréat ralliait la grande majorité des suffrages. «*Ce fut un choix facile*, a reconnu le secrétaire de l'Académie, Horace Engdahl, qui a annoncé le prix. *Il a beaucoup à dire et son œuvre a beaucoup de poids*».

Les autres prix Nobel seront attribués du 11 au 15 octobre et remis au cours d'une cérémonie par le roi Carl XVI Gustaf de Suède le 10 décembre. Chacun est doté d'une somme de 7,9 millions de couronnes suédoises (environ 1,5 million \$ CAN).

## La SAAQ indemnise tout le monde, y compris les criminels de la route

PRESSE CANADIENNE

Québec — La Société d'assurance automobile du Québec n'est pas là pour punir mais pour indemniser toutes les victimes d'accidents de la route, qu'il s'agisse d'un conducteur ivre, d'un voleur de banque en fuite ou d'un membre des Hell's Angels.

Agir autrement coûterait cher à tout le monde, a expliqué le p.-d.g. de la SAAQ, Jean Yves-Gagnon, qui tentait hier de contrer la vague d'antipathie que suscite l'indemnisation des criminels de la route. «*On n'indemnise pas des criminels, on indemnise des blessures. Si quelqu'un se blesse en automobile après un vol de banque, il sera indemnisé*», a-t-il nuancé. Dans un discours de 31 pages, M. Gagnon a défendu le régime québécois d'assurance automobile et soutenu que la SAAQ n'est pas là pour punir les contrevenants au Code de la sécurité routière. Les tribunaux sont là pour ça, a-t-il insisté. «*Le choix d'opter pour un régime sans égard à la responsabilité a été fait en pleine connaissance de cause. Le gouvernement savait qu'il y avait des cas extrêmes difficiles à expliquer, qu'il y aurait des conducteurs plus délinquants et moins respectueux des autres. Mais le gouvernement l'a fait pour libérer les Québécois de la psychose de l'accident automobile*», a plaidé hier M. Gagnon.

Depuis l'instauration de la responsabilité sans faute (le fameux «*no fault*») en 1978, tout le monde est indemnisé,

sans égard à la responsabilité de l'accident. Mais des accidents ayant causé la mort et impliquant des conducteurs ivres ont placé la SAAQ au centre de la controverse lorsqu'il a été signalé que les «*criminels de la route*» recevaient des indemnités (non imposables) parfois supérieures à celles versées aux familles de leurs victimes. Ces indemnités, fort généreuses, leur assurent un revenu confortable, couvrant les frais médicaux et le remplacement des lunettes ou des vêtements endommagés. Un bandit ou sa famille seront donc à l'abri du besoin. «*Y a-t-il des Hell's Angels ou des Rock Machine parmi les indemnisés? Il doit y en avoir*», a répondu un haut gestionnaire de la SAAQ hier.

Chaque année, la SAAQ verse de cette manière 700 millions de dollars aux accidentés, dont 15 millions directement aux «*criminels de la route*». La plupart d'entre eux étant insolvables, la SAAQ soutient que personne ne gagnerait à modifier le système actuel, sauf peut-être les avocats. D'autre part, ne pas inclure ces présumés criminels obligerait les Québécois à se munir d'une police d'assurance additionnelle. On l'estime à 200 \$ par année. Le statu quo est donc préférable à toute autre option, soutient M. Gagnon.

L'avocat Marc Bellemare est un expert en la matière, la bête noire de la SAAQ. Selon lui, «*une personne qui enfreint le Code criminel, qui se blesse au volant et qui blesse ou tue des gens ne devrait pas avoir droit à des indemnités de la SAAQ. Les indemnités doivent être versées aux véritables victimes*».

## Harel se donne deux semaines

Québec (PC) — La ministre d'État aux Affaires municipales, Louise Harel, s'est présentée hier soir devant des élus, réunis en congrès, des 1073 municipalités membres de l'Union des municipalités régionales de comté pour affirmer sa ferme intention d'aller de l'avant avec son projet de réforme municipale, de maintenir sa politique de fusions et cela, dans les plus brefs délais.

Pendant plus d'une heure, en sachant fort bien que la très grande majorité du monde municipal des régions appréhende une trop grande précipitation dans la réalisation de cette réforme, Mme Harel a quand même fixé la date limite d'une entente au 14 octobre pour établir un

cadre et un calendrier de négociation.

«*Je sais que l'exercice est exigeant, a-t-elle dit, parce qu'il y a des visions opposées sur le rythme des changements à effectuer qui coexistent dans le milieu municipal. Mais nous ne pouvons pas nous dérober et renoncer à ces changements. Avons-nous vraiment les moyens de passer à côté une fois encore de cette réforme de nos institutions municipales?*»

Mme Harel a répété que le statu quo était inacceptable. «*Le Québec, a-t-elle dit, souffre, comme c'est le cas dans la région de Montréal, d'une absence de vision d'ensemble de son développement économique, de même que d'une concurrence douteuse et nuisible*».

## CHEVROLET «C'est ma nouvelle, vous allez devoir me sortir sur la tête»

SUITE DE LA PAGE 1

Aviation, de Saint-Hubert. Ils y découvrent la Chevrolet de couleur verte, immatriculée 9J-2420, que toutes les forces de police du Québec recherchent depuis une semaine.

Ils inspectent rapidement le véhicule. L'affaissement de l'arrière laisse croire que le coffre contient le chargement annoncé. Michel St-Louis demande à CKAC la permission de le forcer. On la lui refuse.

À l'arrivée de Robert Nadon, on s'empresse de prendre quelques photos et on cache les films au fond de bottes dans la voiture de Michel St-Louis, au cas où la police songerait à confisquer le matériel du photographe. Ce dernier se souviendra toute sa vie de l'arrivée tonitruante des forces de l'ordre. «*Je n'ai jamais vu un spectacle comme ça. On était dans le noir, en plein milieu d'un champ de patates, quand sont arrivées de partout des voitures de police. Puis il y a eu des hélicoptères, l'escouade tactique, des camions de l'armée... C'était féérique, mais ça faisait peur aussi*».

#### «Tout le monde à couvert!»

Michel St-Louis se rappelle avec amusement le détachement de policiers à mitraillettes qui se sont brusquement jetés par terre après que l'un d'eux eut constaté qu'ils constituaient des cibles parfaites pour un tireur embusqué. Revenus de leur frayeur, les agents tentent d'abord d'expulser les journalistes arrivés avant eux. «*Je leur ai répondu: c'est ma nouvelle, vous allez devoir me sortir sur la tête*», raconte-t-il. On leur permet finalement de rester à la condition qu'ils se mettent à couvert, mais l'accès au terrain clôturé est interdit aux autres journalistes qui commencent à arriver.

Craignant que la voiture ne soit piégée, on décide de forcer la serrure du coffre avec une longue pique de métal, derrière un bouchier d'acier. La serrure ne tarde pas à céder. Il revient au responsable des opérations, le capitaine Raymond Bellemare de la Sûreté du Québec, d'identifier le corps, enveloppé de couvertures, qui porte aux poignets des bandages de fortune ensanglantés. «*Quand tu trouves le corps d'un ministre comme ça*», raconte le policier, aujourd'hui à la retraite, *tu penses que ça n'a pas de maudît bon sens! Tu te dis: ils ont raison, c'est une insurrection. On était dépassés par les événements. On ne pensait jamais arriver à ça*».

L'enquête révélera que le ministre s'est lui-même infligé ses profondes coupures en fracassant une fenêtre alors qu'il tentait de s'évader de la maison où il était retenu prisonnier, rue Armstrong, à Saint-Hubert. Il est tou-

tefois mort étranglé par-derrière, vraisemblablement avec sa chaînette scapulaire, d'une façon qui laisse croire que ses ravisseurs ont surtout voulu l'empêcher de crier avant de relâcher progressivement leur étreinte. Grand spécialiste des prises d'otages, le chroniqueur judiciaire Claude Poirier est lui-même absolument convaincu que la fameuse exécution ne peut pas avoir été autre chose qu'un accident. «*Vivant, Laporte pouvait leur servir de monnaie d'échange pour n'importe quelle sorte de négociation. Mort, il devenait un boulet qui pouvait seulement les couler dans le fond*» Les membres de la cellule Chénier refuseront toujours de préciser les circonstances exactes de la mort de Pierre Laporte, se contentant de répéter qu'en tant que ravisseurs, ils portent tous la responsabilité de sa fin tragique.

#### Mort d'un homme et d'un mouvement

Dès l'ouverture du coffre, Michel St-Louis et Robert Nadon en profitent pour rappeler leur présence au capitaine Raymond Bellemare. Celui-ci confirme au premier qu'il pourra annoncer la mort de Laporte sitôt que l'on aura prévenu la famille et laisse le deuxième s'approcher suffisamment pour photographier le coffre que l'on vient d'ouvrir et dans lequel on ne fait que deviner la dépouille mortelle du ministre. Au lendemain de sa publication, les journaux du monde entier s'arracheront cette triste photo. Mystérieusement, les négatifs des photos prises ce soir-là, comme plusieurs autres négatifs de la Crise d'octobre, ont disparu peu de temps après des archives de *La Presse*, révèle Robert Nadon... probablement volés par quelqu'un qui pensait pouvoir en tirer un bon profit.

La nouvelle de la mort de Pierre Laporte cause une véritable commotion dans la population. Les chefs politiques ne tardent pas à condamner «*ce meurtre ignoble d'un homme innocent*» (Robert Bourassa). «*S'ils ont cru avoir une cause*, dira le chef du Parti québécois, René Lévesque, *ils l'ont tuée en même temps qu'ils ont exécuté M. Laporte*» Pour sa part, le premier ministre Trudeau prédisait que «*le nom de Pierre Laporte sera répété dans nos écoles durant des générations comme celui qui a donné sa vie pour s'opposer à la destruction du Canada*». Le directeur du *Devoir*, Claude Ryan, invitera ses concitoyens à remettre en question le «*régime politique et les structures économique-sociales*» à la source de toute cette violence. «*Des maux aussi graves (et aussi répandus) ne naissent pas spontanément: ils poussent dans un sol propice*».

Les quatre membres de la cellule Chénier seront arrêtés dans les semaines suivantes et condamnés à des peines allant de la double perpétuité à huit ans d'emprison-

nement. Paul Rose, 27 ans, son frère Jacques, 23 ans, Francis Simard, 23 ans, et Bernard Lortie, 19 ans, bénéficieront cependant tous d'une libération conditionnelle. Paul Rose sera le dernier libéré, en septembre 1982.

Si la lecture du manifeste felquistes sur les ondes de Radio-Canada, le 7 octobre, avait attiré un certain degré de sympathie populaire au FLQ, l'annonce de la mort de Pierre Laporte, dix jours plus tard, est un coup dont le groupe terroriste ne se remettra jamais. «*Ce meurtre odieux a soulevé la réprobation générale*», explique Louis Fournier, auteur de *FLQ, histoire d'un mouvement clandestin*. «*Il a fait basculer l'opinion publique dans le camp de la loi et de l'ordre*». Le FLQ ne tardera pas à se démanteler sous le coup de la répression policière. Mais il sera surtout victime de la montée en force d'un autre type de mouvement, légitime celui-là, le Parti québécois, dont les réformes aideront à corriger les injustices à la source de la violence terroriste. «*Je ne crois pas que le FLQ a fait avancer les choses*, estime Louis Fournier. *Il a peut-être servi d'électrochoc à certains. Mais plusieurs ont eu peur qu'il casse l'élan nationaliste*».

#### De l'improvisation aux théories de complot

Dix ans après la mort de Pierre Laporte, le procureur Jean-François Duchaine, dans son *Rapport sur les événements d'octobre 1970*, constatera ceci: «*Il semble que la moins planifiée des actions terroristes qui ont été entreprises pendant la Crise d'octobre soit celle qui ait donné lieu aux hypothèses de complot les plus élaborées. Quitte à heurter directement les convictions les plus solides des théoriciens du déclenchement et du maintien délibéré de la crise, nous affirmons que l'affaire Laporte ne comporte pour nous aucun mystère et que son analyse ne fait que révéler la maladresse des policiers dans la conduite des premières enquêtes sur cette affaire*».

Une fois le corps de Pierre Laporte emporté par la morgue et les indices recueillis, la fameuse Chevrolet 1968 verte immatriculée 9J-2420 est ramorquée au quartier général de la Sûreté du Québec. Elle y restera jusqu'à la fin de toutes les procédures judiciaires et sera détruite en 1984 afin d'éviter, explique Raymond Bellemare, qu'elle ne tombe entre les mains d'un collectionneur aux goûts douteux.

Transis, Robert Nadon et Michel St-Louis ne tardent pas à ramasser leurs affaires. Pendant que le photographe regagnera sa chambre noire pour développer le fruit de son travail, le journaliste ira au Press Club de l'hôtel Sheraton «*prendre un gros cognac... ou deux*» afin de se remettre de ses émotions.

• CULTURE •

THÉÂTRE

# Exercice de style

MIGRATIONS 1

Texte, conception et mise en scène: Martin Choquette, Cécile Lasserre et Marcela Pizarro. Chorégraphie et exploration du mouvement: Marija Scekcic. Assistance à la mise en scène et régie: Sophie Lavoie.

Conseiller à la mise en scène: Germain Gaudreault. Environnement sonore: Louis Franck. Scénographie: Simon Guibault. Éclairages: Olivier Duplessis. Costumes: Barbara de Limburg Stirum. Avec Martin Choquette,

Cécile Lasserre et Marcela Pizarro. Une coproduction de L'Ensemble Sauvage Public et du MAI, présentée au MAI (Montréal, arts interculturels, 3680, avenue Jeanne-Mance) du 21 septembre au 9 octobre 1999.

SOLANGE LÈVESQUE

Le spectacle s'intitule *Migrations 1* L'opéra qu'il met en scène la première mouture d'une œuvre qui évoluera peu à peu jusqu'en 2001, année prévue de sa forme ultime. Entre-temps, les trois jeunes artistes qui l'ont imaginée, conçue et mise en scène auront effectué un séjour de travail dans quatre pays, le Mexique, la Russie, le Mali et l'Italie, et auront peaufiné avec divers créateurs de chacun de ces pays. La rencontre des cultures et le thème de la migration au sens large, migration politique, émotionnelle, spirituelle et culturelle autant que géographique, sont au centre de l'étude qu'ils proposent maintenant au MAI (autrefois appelé Centre Strathearn).

Dans son état actuel, le spectacle présente encore la saveur trop appuyée d'un exercice de style. Trop long, il se perd en digressions répétitives et gagnerait à être resserré, mieux polarisé. Surtout, il manque cruellement de recul et d'organisation, c'est-à-dire de mise en scène. Les valises et le sac à dos trimbalés et exploités de diverses manières par les personnages, les souvenirs fétiches du passé ainsi que l'utilisation de trois langues (français, anglais, espagnol) constituent, certes, des symboles incontestables de la migration, mais ne suffisent pas à nourrir pleinement le propos d'inspiration

autobiographique que les trois artistes se donnent pour but d'explorer. Et ce n'est pas l'adjonction de fragments puisés chez Tchekhov qui peut pallier cette situation, même s'il est vrai que l'auteur russe parle beaucoup de départs, d'arrivées et d'attente.

Délimitée par deux rangées de spectateurs qui se font face, l'aire de jeu évoque une chaussée ou une piste d'atterrissage avec son sol de caoutchouc noir bordé de lignes jaunes. La soirée ouvre en force sur un solo de Martin Choquette. En maître hindou drapé d'une étoffe écarlate et coiffé de plumes, il traverse cérémonieusement l'aire de jeu sur toute sa longueur, déroule un petit tapis de faux gazon où il s'assoira dans la position du lotus pour livrer ses enseignements. On devine rapidement qu'un jeune acteur québécois nommé Martin Choquette s'est trouvé un jour parmi ses pupilles.

L'étrangeté des propos du maître et l'exotisme de sa pensée sont évoqués par une gestuelle étudiée et par des jeux d'élocution que Choquette exécute avec une délicate ironie. On ne reverra plus ce personnage par la suite, mais grâce à des bonds dans le temps et dans l'espace, on retrouvera l'apprenti acteur Choquette en route vers l'Inde. Ses apparitions s'entremêlent aux solos tout aussi éclatés de Cécile Lasserre, qui personnifie une femme-enfant soumise aux rigueurs des bonnes manières bourgeoises françaises et anglaises, et de Marcela Pizarro.

Cette comédienne au style de jeu nettement plus réaliste raconte le périple d'une émigrée chilienne à la recherche d'un père et d'un continent éloigné dont elle retrouve peu à peu les us et coutumes. Chez Choquette et Lasserre, surtout, on remarque une stylisation chorégraphique qui vient instaurer une distance propice à la saisie des retours que les personnages effectuent au sein de leur propre histoire. Le spectacle réserve quelques bons passages; il aurait intérêt, me semble-t-il, à rassembler avec plus de rigueur ses éléments substantiels et à sacrifier tout ce qui n'y a valeur que de prétexte. Il perdrait ainsi vingt ou trente minutes mais gagnerait en intérêt et en clarté.

TÉLÉVISION

# Vrai débat ou fausse question?

Les accusations portées par Fabienne Larouche contre les producteurs suscitent des commentaires

PAUL CAUCHON  
LE DEVOIR

C'est le débat de l'heure dans le petit monde télévisuel, petite bombe allumée il y a quelques semaines par l'auteur de *Virginie*, Fabienne Larouche, qui qualifiait une partie des producteurs privés de «morons» et qui laissait entendre qu'on assiste trop souvent à une utilisation douteuse des fonds publics dans le secteur de la production télévisuelle.

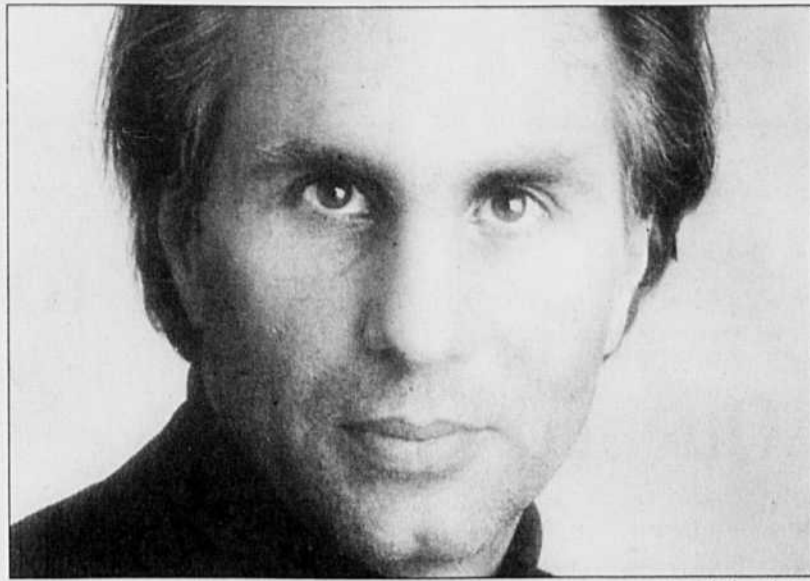
Le débat franchissait une autre étape dimanche dernier alors que le directeur de la programmation de Télé-Québec, Mario Clément, déclarait publiquement lors du gala des Géméaux que Mme Larouche, personnalité publique qui a des responsabilités, disait-il, n'avait pas le droit de tenir de tels propos.

L'Association des producteurs de films et de télévision du Québec entend rencontrer les médias aujourd'hui pour tenter de donner l'heure juste. Selon ce que *Le Devoir* a appris, l'association voudrait demander à Fabienne Larouche et à ceux qui l'appuient de porter des accusations précises s'ils en ont à porter puisque, depuis le début de cette polémique, beaucoup d'insinuations sont faites sans que soient nécessairement identifiés des coupables.

Commission d'enquête

Invitée au Point mercredi soir à Radio-Canada, Fabienne Larouche a déclaré qu'une commission d'enquête serait nécessaire pour déterminer les problèmes réels de financement dans le milieu de la production télévisuelle. Mais elle a également dit qu'elle n'entendait plus faire de déclarations publiques sur cette question, ajoutant même qu'elle avait reçu des menaces contre sa personne.

Mario Clément est évidemment désaccordé avec l'idée d'une commission d'enquête puisque, répète-t-il au *Devoir*, «je trouve ça odieux de déclarer que les producteurs sont des morons. Actuellement, les producteurs sont perçus comme des profiteurs d'État, ce qui est catastrophique». Mais Mario Clément souhaite que



Mario Clément

SOURCE TÉLÉ-QUÉBEC

le débat se poursuive quand même et de façon sensée puisque le système actuel devrait être amélioré.

Une question d'attitude

«Je ne vois pas pourquoi il faudrait remettre en question l'ensemble du système actuel, mais il y a des ajustements à faire», dit M. Clément. Dans ce qui dit Fabienne Larouche, il y a aussi des choses sensées, mais pour le moment, le débat véritable est difficile à faire parce que son attitude brisque tout le monde.»

On sait que les producteurs privés ont pris une importance considérable depuis dix ans dans le système télévisuel. Au gala des Géméaux de dimanche soir dernier, 70 % des productions privées provenaient de producteurs indépendants qui font affaire avec les télédiffuseurs.

Mario Clément soumet que le débat pourrait porter sur la règle du 10 %. A chaque fois qu'un producteur prépare un budget pour une série ou une émission, les règles des organismes qui distribuent les fonds publics prévoient qu'on peut appliquer au montant de la production un pourcentage de 10 % réservé aux frais d'administration ainsi qu'un pourcentage de 10 % au salaire

du producteur. Dans les deux cas, un plafond de 500 000 \$ est imposé pour que cette somme ne soit pas trop importante, mais «s'il s'agit d'une série de dix millions de dollars, on parle quand même ici d'une somme d'un million qui ne va pas à la production», affirme Mario Clément. C'est beaucoup!.

Des producteurs se remplissent-ils les poches avec ce pourcentage pour vivre grassement grâce aux fonds publics? «Je ne sais pas», répond-il. Les organismes publics comme la SODEC ou Téléfilm (qui distribuent ces fonds publics) ont des mécanismes de contrôle. Moi, comme télédiffuseur, je peux voir le budget des producteurs, construire avec eux leur structure de financement, alors je ne vois vraiment pas comment on pourrait détourner de l'argent. Mais théoriquement, le système actuel pourrait permettre des détournements. Si une minorité de producteurs font des combines, il faut s'en occuper. Mais on ne peut pas crucifier tout le monde pour eux.»

Mario Clément voudrait pour sa part revoir un autre élément du système, qui veut que les droits des émissions appartiennent aux producteurs et que ces émissions ne sont que louées aux télédiffuseurs.

# Contre la censure en Chine

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le dissident chinois Wei Jingsheng a donné symboliquement, hier à Paris, le coup d'envoi de l'opération «des e-mails contre la censure d'Internet en Chine», lancée par Reporters sans frontières (RSF).

Depuis un cybercafé, Wei Jingsheng a envoyé à cinq adresses Internet d'organismes officiels chinois un courriel contenant l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme sur la liberté d'opinion et d'expression. Cet e-mail est accessible sur le site de RSF ([www.rsf.fr](http://www.rsf.fr)) qui invite tous les internautes à soutenir ainsi les «cyber-dissidents» chinois victimes d'une répression accrue du gouvernement de Pékin.

«Pour tous les défenseurs des droits de l'homme, a indiqué Wei Jingsheng, Internet est devenu un outil très pratique. Le problème, c'est que le PC chinois s'en sert aussi très efficacement. Ce que nous faisons aujourd'hui, c'est une forme d'avertissement aux autorités qui s'attaquent constamment à nos sites. Leur avantage, c'est qu'elles sont plus riches; notre avantage, c'est que nous sommes plus nombreux.»

Selon le dissident, «la méthode employée par les autorités chinoises sur Internet consiste à répandre très vite des rumeurs et à susciter des dissensions dans le mouvement démocratique». Au début, a-t-il dit, «les internautes chinois avaient tendance à croire tout ce qui était écrit sur Internet, mais maintenant, ils sont tout à fait capables de trouver aussi des perles dans un tas d'ordures».

Depuis le début de l'année, a indiqué RSF, «la politique de contrôle d'Internet mise en place par Pékin s'est transformée en répression contre les cyber-dissidents».

L'organisation de défense de la liberté de la presse cite notamment le cas de Qi Yanchen, militant de l'Union pour le développement de la Chine, qui a été interpellé le 2 septembre par la police de Poutou (province de Hebei) alors qu'il s'appretait à distribuer VIP Reference, une lettre d'information sur les droits de l'homme diffusée par courrier électronique et sur Internet à partir des États-Unis.

**Arion**  
Ensemble de musique ancienne aux instruments d'époque

Soliste invitée: **Christine Brandes**, soprano  
**Héroïnes et magiciennes**  
ŒUVRES DE HAENDEL, CLÉRAMBAULT & SCARLATTI

Les opéras et les cantates des compositeurs baroques prennent souvent comme thème les aventures de déesses et d'héroïnes de la mythologie ou des romans de chevalerie.

Vendredi et samedi 1<sup>er</sup> et 2 octobre 1999 à 20 h Salle Redpath  
Dimanche 3 octobre 1999 à 14 h Centre Canadien d'Architecture

Abonnez-vous aux cinq concerts de la saison d'Arion. Contactez Arion pour plus d'information.

3, 4 et 5 décembre 1999 *Détermination Londres* Monica Huggett  
CONCERTOS ET OUVERTURES DE HAENDEL, GEMINIANI, BOYCE, AVISON

21, 22 et 23 janvier 2000 *Viva Vivaldi!* P. Carrai, C. Guimond, W. McLain  
CONCERTOS ET SINFONIES DU PRÊTRE ROUX

24, 25, 26 mars 2000 *Conversations galantes*  
SONATES, TRIOS ET QUATUORS DE QUENTIN, GUILLEMAIN, RAMEAU, TELEMANN

12, 13 et 14 mai 2000 *Charpentier chez la duchesse* Hervé Niquet  
MOTETS ET PSAUMES DE MARC-ANTOINE CHARPENTIER

1<sup>er</sup> concert  
19<sup>e</sup> saison 1999-2000

Billets  
Régulier: 22 \$  
Étudiants et aînés (avec cartes): 15 \$

Renseignements et réservations  
514-355-1825  
arion@early-music.com

# Qui? êtes-vous

## Dès demain!

Une série de reportages sur les aspirations et les espoirs des Québécois...

**SAMEDI:**  
*Le bonheur, est-ce l'amour ou l'argent?*

**LUNDI:**  
*Quelle place tient l'éducation dans la vie des Québécois?*

**MARDI:**  
*Où en est la pratique religieuse?*

**MERCREDI:**  
*Les politiciens travaillent-ils d'abord pour nous?*

**JEUDI:**  
*Les immigrants sont-ils toujours des «voleurs de jobs»?*

**VENDREDI:**  
*Où en sommes-nous, en ce qui a trait au travail?*

**SAMEDI:**  
*La famille est-elle toujours en crise?*

Tous les jours, du 2 au 9 octobre...

«Romance brille par sa spiritualité, son stoïcisme bouleversant, sa franchise triomphante. Un des rares films qui parle de la sexualité féminine avec autant d'audace. Un regard à la fois hallucinant et brillant du phénomène complexe du fantasme.»  
Élie Castiel, SÉQUENCES

«BRÛLANT! Repousse les limites de l'érotisme!»  
Élie Castiel, SÉQUENCES

# Romance

Un film de Catherine Breillat

Caroline Ducey Sagamore Stévenin François Berléand Rocco Siffredi

Jean-François Lepetit présente Caroline Ducey Sagamore Stévenin François Berléand Rocco Siffredi  
Image Yorgos Arvanitis AFC son Paul Laloé mixage Agnès Gullonnet  
une coproduction Fitch Film CB Films Arta France Cindé

CKAC 730  
Le pouvoir des mots

avec le soutien du Gouvernement National des Cinémas de Recherche

REZOFILMS

ALLIANCE ATLANTIS OIVAFILM

**DÈS AUJOURD'HUI!**

CINÉPLEX ODEON COMPLEXE DESJARDINS  
CINÉPLEX ODEON LASALLE (Place)  
CINÉPLEX ODEON VERSAILLES  
CINÉPLEX ODEON DAUPHIN  
CINÉPLEX ODEON LONGUEUIL (Place)

LAVAL (Carrefour)  
CINÉMA ST-EUSTACHE  
CINÉPLEX ODEON ST-BRUNO  
CINÉPLEX ODEON BOUCHERVILLE

18 ANS ÉROTISME

CINÉPLEX ODEON BROSSARD  
CINÉMA 9 GATINEAU

FAMOUS PLAYERS PARAMOUNT  
VERSION ORIGINALE FRANÇAISE AVEC SOUS-TITRES ANGLAIS

[www.allianceatlantis.com](http://www.allianceatlantis.com)